

évident pour Zygmunt Bauman que le niveau local n'est pas le plus pertinent pour répondre à ces défis, toute la question est d'admettre que nous vivons dans une société-monde, une société qui doit apprendre à gérer sa propre tendance à créer des déchets, de jeter les personnes et les objets, en l'absence de monde extérieur. D'où la conclusion, moins innovante mais portée par l'ampleur du raisonnement : il nous faut créer et enraciner des institutions d'action politique capables

de rivaliser en taille et en puissance avec les forces économiques déjà globales. On pourrait ajouter : les investir, et non les décrier. L'enjeu est de résister, non aux « forces du marché », mais aux tendances déstructurantes d'un monde dont l'image est la télé-réalité : le monde de la jetabilité, de l'interchangeabilité et de l'exclusion, le monde qui ne sait plus comment tisser des liens permanents entre homme et femme, ce monde est-il encore humain ?

Richard Robert

Alain Caillé (dir.)

Quelle démocratie voulons-nous ?

Pièces pour un débat

La Découverte, 2006. 140 pages., 8 euros

L'utopie démocratique n'est pas morte ! C'est le message que porte ce petit livre rebelle à la résignation face à la « logique incontrôlable du capitalisme spéculatif ». Il entend contribuer à l'ouverture d'« un nouvel espace horizontal d'expérimentation sous le signe de l'utopie » (Jean-Louis Laville).

Horizontal. Quel mot révélateur de l'interrogation aujourd'hui dominante dans le champ politique ! A l'heure de la « société des individus » (Norbert Elias), pas de question plus urgente, en effet, que de repenser le politique à partir d'une société civile travaillée par l'aspiration à l'égalité et à la reconnaissance de chacun dans un statut d'acteur. « Chacun désire être reconnu autant que les autres » (Alain Caillé). C'est une « mutation considérable dans l'ordre des revendications démocratiques ». Avec cette conséquence évidente depuis plus d'une décennie : l'ébranlement de la démocratie représentative par la

requête de démocratie participative. Et tout le problème, situé au cœur de ces échanges, est d'inventer les formes d'hybridation de ces deux modalités aussi nécessaires l'une que l'autre. Un travail esquissé sur la base d'une double conviction : 1) de ré-ancrage du politique dans la société civile mais sans naïveté, c'est-à-dire sans verser dans l'utopie d'une dissolution du politique. D'où les interrogations de Thomas Coutrot sur « les limites de l'horizontalité » et de la « démocratie de la multitude » prônée par Toni Negri ; 2) de défense corrélative des vertus du dispositif de démocratie représentative d'une fonctionnalité incontestable. On se permettra ici de renvoyer aux ouvrages récents de Marcel Gauchet, *La Condition politique* (Gallimard, 2005) et de Pierre Rosanvallon, *Le Modèle politique français* (Seuil, 2004).

C'est assurément le chantier des décennies à venir. Il inclut centralement l'entreprise où « les indi-

vidus veulent être entendus, reconnus, traités comme personnes à part entière, associés aux décisions quels que soient leurs fonctions ou leur rang dans la hiérarchie » (Roger Sue).

On regrettera cependant que, placé sous le signe de l'utopie, cet ensemble se risque si peu à l'exploration des voies possibles d'un nouveau « partenariat entre société

civile et Etat ». Il serait temps maintenant de dépasser le stade du diagnostic un peu général sur lequel tout le monde, ou à peu près, s'accorde pour traverser l'épaisseur de la troublante réalité sociale et y tracer, dans le concret, les lignes du possible.

Jacques Le Goff

François de Singly (dir.)

L'individualisme est un humanisme ?

Editions de l'Aube, 2005. 124 pages., 10,90 euros

Cet autre petit livre complète très heureusement le précédent. En amont du questionnement politique, il s'interroge sur la nature et la portée de la culture individualiste devenue la respiration normale de notre société par achèvement du processus amorcé en 1789.

Singly refuse la posture habituelle de censeur pour souligner au contraire le riche potentiel de cette considérable mutation. Il refuse en particulier d'opposer terme à terme l'individu et le social comme s'il s'agissait de réalités aussi incompatibles que l'eau et le feu. Contrairement à l'apparence, estime-t-il, dans notre société actuelle il n'y a pas moins de social que précédemment et il ne se porte pas plus mal qu'auparavant. Il se présente, tout simplement, selon une physiologie reliftée qui fait une part inédite aux « liens plus personnels, plus électifs, plus contractuels ». En sorte que « la reconnaissance interpersonnelle est centrale » là où prévalaient antérieurement les grandes appartenances dans un cadastre sociologique net et stable. Sur cette

question de la reconnaissance, cf. outre le dernier livre de Paul Ricoeur, *Parcours de la reconnaissance* (Stock, 2003), l'ouvrage de Nancy Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale. Redistribution et reconnaissance* (La Découverte, 2003), et dans le domaine du management le collectif publié aux Editions d'organisation sous la direction de Jean-Marie Peretti, *Tous reconnus*.

C'est justement l'exigence de reconnaissance de chacun par chacun qui requiert, si l'on veut faire société, que la particularité trouve son contrepoint dans un principe universalisant fondant l'unité de la famille humaine. « Puisqu'il n'y a pas de nature, s'interrogeait Sartre, comment conserver dans une histoire qui change constamment assez de principes universels pour pouvoir interpréter, par exemple, le phénomène de Spartacus ? » La réponse réside pour Singly dans l'alliage de deux variantes de l'individualisme, absolument complémentaires : l'individualisme abstrait capable de transcender les différences et le concret faisant ressortir le génie